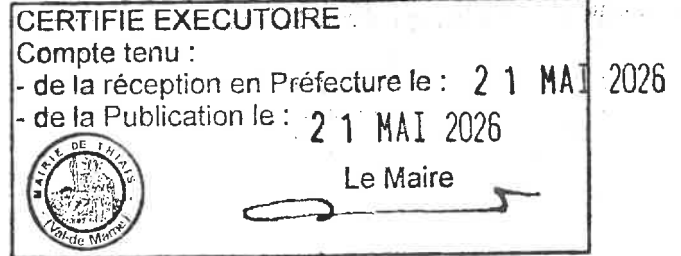




2026/468



REGLEMENTATION

Arrêté portant autorisation d'occupation du domaine public
avenue de Versailles

LE MAIRE DE THIAIS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2213-1 et L.2213-6,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.411-1, R.417-10 et R.413-1,
- Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
- Vu la délibération 2018/06/21 du 28 juin 2018, fixant les montants des redevances d'occupation du domaine public,
- Considérant l'occupation du domaine public par le STOP BAR RESTAURANT (Monsieur Thuon Stéphane) par l'installation de tables réparties sur une surface de 20,00 m², 102 avenue de Versailles, pour la période estivale du 1^{er} mai au 31 octobre 2026, soit pour une durée de 6 mois.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le STOP BAR RESTAURANT est autorisé à occuper le domaine public par l'installation de tables réparties sur une surface de 20,00 m², pour la période estivale du 1^{er} mai au 31 octobre 2026 au droit du numéro 102 avenue de Versailles, soit pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : Les tables seront retirées chaque jour de sortie à la fermeture du commerce, et ne devront en aucun cas entraver le bon cheminement des piétons. Aucune dégradation ni salissure et débordement ne seront tolérés.

ARTICLE 3 : En contrepartie de l'occupation du domaine public, le permissionnaire versera à la Commune, gestionnaire du domaine public, une redevance dont le montant est calculé sur les bases des tarifs définis par délibération du Conseil Municipal prenant effet au 1^{er} juillet 2018.

Tarif, surface et total dû :

Type d'occupation	Tarifs
Terrasse non couverte	5€/m ² /an

Surface occupée	Calcul détaillé	Total dû
20,00 m ²	20,00m ² x 5€ /2	50,00 €

Redevable :
STOP BAR RESTAURANT
Monsieur Thuon Stéphane
Numéro de SIRET : 44272413400022
102 avenue de Versailles
94320 Thiais

ARTICLE 4 : Le permissionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'occupation de l'ouvrage. Il sera tenu de maintenir en permanence, en bon état et à ses frais exclusifs l'ouvrage faisant l'objet de l'arrêté.

ARTICLE 5 : Dans le cas de l'abandon de l'ouvrage et dans tous les cas où l'arrêté prendrait fin dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, les lieux devront être remis en état par le permissionnaire et à ses frais.

ARTICLE 6 : En cas de cessation d'activité ou d'abandon, les redevances versées ne sont pas remboursables.

ARTICLE 7 : L'autorisation de terrasse est accordée à titre précaire, révocable et nominative pour une durée de 6 mois. Une demande de renouvellement devra être adressée chaque année en Mairie.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux
- Commissariat de Police de Thiais
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris
- Police Municipale
- Service Financier
- STOP BAR – Monsieur Thuon

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à THIAIS, le 21 MAI 2026

LE MAIRE,
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



Richard DELL'AGNOLA

Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage pour les actes réglementaires ou de sa date de notification pour les actes individuels. Le tribunal administratif compétent peut également être saisi via l'application informatique « Télérécourcs Citoyens » accessible par le site internet www.telerecourcs.fr.